

Élections, piège à
cons
?

Vous pouvez retrouver ce texte sur le site web de
l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste :



Édition Les Petites Presses,
Supporté par les propagandistes de l'ORA
Imprimé à Tiohtià:ke/Montréal, 2025
dans un endroit tenu secret
ORA-RAO.org



Élections, piège à cons ?

Travaille, vote et ferme ta gueule !

L'élection de Trump comme président des États-Unis en janvier dernier a déjà eu d'énormes conséquences de merde pour les habitant·es les plus marginalisées et précaires de ce pays, mais aussi pour ces voisin·es, jusque dans le vote des canadiennes. On a passé la dernière année à constater avec effarement la montée des discours autoritaires, transphobes et xénophobes et on se préparait à ce que les conservateurs dirigent pour le prochain mandat. Mais avec Trump au pouvoir, les électeurices canadien·nes s'inquiètent maintenant plus des taxes états-uniennes que des wokes et des immigré·es venu·es queeriser leurs enfants. On va pas leur enlever que c'est quand même moins con. Et si pour les anarchistes, les élections sont toujours « un piège à cons » du pouvoir afin d'étouffer les révoltes sociales (mai 68 en France et en Italie et 2012 au Québec après la grève étudiante en sont de bons exemples) ou pour venir légitimer un changement pseudo démocratique de nos dominants, reste que le système électoral a un impact énorme sur nos luttes, leurs avancements et leurs répressions. Même si on s'en câlisse d'aller voter ou non, on doit s'y intéresser malgré nous pour être plus justes, plus pertinent·es dans nos analyses et nos attaques contre le statu quo capitaliste.

Beaucoup d'entre nous ont craint une élection de Poilievre, chef des conservateurs, et avec elle une acceptabilité grimpante des idées réactionnaires. Même si la politique électorale a peu à nous offrir, elle reste omniprésente dans nos vies. Il faut constater notre impuissance et analyser la faiblesse des forces politiques de la gauche radicale extraparlamentaire. Il faut se le dire, on savait que peu importe le résultat des élections fédérales, nous serions dans une grande défaite. La victoire partielle des libéraux, dans cette perte de plus en plus grande de puissance politique à gauche, est presque un soulagement face à la montée des idées encore plus réactionnaire. Mais pour reprendre les termes d'Hannah Arendt, ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal et si nous n'appelons pas à voter, nous ne sommes pas non plus dans un appel au boycott électoral général, les gens font bien ce qu'ils veulent quant aux élections. Nous critiquons la vie sociale et politique aliénante dans laquelle nous sommes

enfermé.es entre les murs du travail, d'un système électoral où nous ne sommes que des consommateurices et spectateurices. Nous écrivons aujourd'hui plutôt pour analyser ce rapport spécial à la politique avec une perspective anarchiste. Alors qu'est-ce que des anarchistes peuvent proposer par rapport aux élections?

Si la politique politicienne ou le système électoral sont souvent très loin des préoccupations des anarchistes, force est de constater qu'on en parle très souvent autour de nous. Sûrement bien trop. La politique se résume bien souvent pour la plupart du monde à des chef·fes de partis, à des élections et donc à des programmes électoraux qui promettent toujours une vie meilleure sans jamais remettre en cause le statu quo capitaliste, colonial et patriarcal. Bref, la politique est aujourd'hui façonnée par le marketing politique plus que par des combats idéologiques et des conflits sociaux. La démocratie représentative, si elle n'a toujours été qu'une illusion de pouvoir pour le peuple, n'est aujourd'hui plus qu'une farce ritualisée, un spectacle télévisé au service des produits marketing du capital.

Voter ou ne pas voter, c'est pas vraiment la question

Le cadre électoral façonne une vision de la politique qui est très loin de ce que nous appelons, nous les anarchistes, le politique. Le politique, c'est ce que nous investissons quotidiennement dans l'amélioration de nos conditions d'existence, dans le travail, dans nos quartiers et nos communautés.

L'anarchisme est souvent synonyme de rejet de l'autorité étatique et centralisatrice et donc aussi évidemment synonyme du refus d'un système électoral qui vise à élire des représentant.es, des dominant.es. La plupart des anarchistes boycottent les élections. Dans le même temps, on en parle, peut être bien trop.

Bref, on devrait s'en câliser et pourtant on ne fait qu'en parler. Alors rappelons les bases : les anarchistes considèrent que la démocratie représentative et donc le système électoral sont des moyens pour la bourgeoisie et les dominants d'exercer leur pouvoir sur le peuple à travers une illusion de choix et de liberté. Il y a une longue tradition libertaire de refus des élections et de la délégation de pouvoir en général. Les anarchistes ont toujours considéré que la seule démocratie qui soit digne de ce nom est la démocratie directe, et qu'un pouvoir basé sur la représentation ne peut

être que source d'oppression. On peut résumer la critique anarchiste des élections en deux arguments : l'inefficacité et surtout l'illégitimité d'une démocratie dite représentative. Comme pour beaucoup d'autres sujets, nous distinguons la légalité (la loi votée par des dominants envers et contre nous) et la légitimité (considération éthique que l'on se donne individuellement et collectivement).

Pour juger d'un acte, nous nous appuyons bien plus sur sa légitimité que sur sa légalité. Le cadre légal dans les États modernes est établi par ceux qui dirigent, donc dans leurs intérêts. L'État de droit existe seulement pour défendre et légitimer le pouvoir de la propriété privée. L'anarchisme apprécie au contraire la légitimité d'un acte au vu de l'autonomie, de la liberté et de l'émancipation des individu·es qu'il peut procurer. Les élections sont donc complètement illégitimes pour nous. Il est en effet illégitime de reléguer notre pouvoir et notre autonomie à des représentant·e·s. Les élections servent avant tout à donner une légitimité à un système qui nous dépossèdent de notre pouvoir. Le pouvoir, on l'a ou on l'a pas et le fameux contrat social des démocraties représentatives bourgeoises n'est qu'une farce pour tenter rendre acceptable ce qui ne peut l'être : la domination, la propriété privée et l'usurpation de notre pouvoir.

L'inefficacité n'est quant à elle plus à prouver: les élections, les promesses électorales et les programmes passent et rien ne change puisque les élections dans une démocratie bourgeoise ne viennent que légitimer le cadre politique et économique capitaliste. On ne peut pas espérer une victoire sociale par l'élection de tel ou telle « progressiste ». Même des millions de bulletins de vote tirés à gauche ne permettront pas de changer le statu quo, comme on l'a vu en France, en Grèce et partout ailleurs où la soi-disant « gauche » a pu passer sans jamais parvenir à outrepasser les verrous des catégories capitalistes. C'est toujours la même histoire, une fois au pouvoir, les « réalités économiques », les « contraintes bureaucratiques », les « pressions externes », les lobbies et le pouvoir en tant que tel, font en sorte que les gouvernements abandonnent petit à petit leurs revendications, renient leurs promesses, deviennent mous et complaisants envers les dominants et se transforment en la nouvelle classe politique. C'est du pareil au même. Sans parler du fait que les partis doivent souvent diluer leur programme s'ils veulent avoir une chance d'être élus, ça donne des partis de gauche qui se recentrent et se droitisent tellement qu'au moment de prendre le pouvoir ils ont des positions à peine progressistes. Bref, voter à gauche ne changera rien. Autrement dit, il faut agir au lieu d'élire.

Nous avons donc eu beaucoup de mal à commencer à écrire face à la contradiction : pourquoi en parler encore alors qu'on devrait s'en câliser, que notre politique se fait directement sans intermédiaire, qu'on ne croit jamais aux promesses électorales et qu'on préfère l'action directe et le rapport de force avec l'État, les patrons et tous les dominants. Mais on a trouvé deux bonnes raisons d'en parler. D'une part si nos discours et nos idées veulent traverser une large part du prolétariat, on peut se saisir de ces occasions politiciennes pour émettre de la contre-information et élargir la vision de ce qu'est ou pourrait être le politique (ramener la fenêtre d'Overton à gauche). Par ailleurs, il y a une part (bien que très minoritaire) d'anarchistes qui considèrent les élections comme des échéances tactiques et la bataille électorale comme pouvant être stratégiques dans la guerre sociale et on aimerait discuter ici cette hypothèse.

Comprendre la pertinence du moment politique via les débats électoraux?

En gros, on ne pense pas qu'avoir un discours anti-électoral arc-bouté soit d'une grande efficacité. Ce discours relève aujourd'hui plus de la tradition anarchiste que du mouvement réel auquel la plupart d'entre nous participent occasionnellement. Nous parlons des élections sans croire qu'un changement radical puisse se faire par les urnes, mais plutôt comme tactique et pour participer à créer des forces de masse capables de faire une passerelle entre une social-démocratie forte et des organisations radicales. Au niveau local, les liens entre les militant·e·s des partis de gauche radicaux et les anarchistes sont souvent forts au sein des espaces communautaires, des manifestations, et de l'organisation d'événements militants ou festifs dans les quartiers où l'on vit et s'organise.

Bien que le changement social ne puisse pas advenir par le vote, on s'intéresse aux dynamiques qui se jouent lors des élections pour savoir où porter nos coups, et comment s'aligner sur des sujets pertinents dans un temps comme celui-ci (notamment avec la montée du fascisme, les ravages écologiques en cours et les crises de l'accumulation capitaliste).

Par exemple, quelques mois après la victoire électorale de Trump et dans le contexte de la montée du discours conservateur dans tout le Canada, nous avons su accélérer les dynamiques antifascistes dans la province. Nous nous sommes inséré·e·s dans l'agenda politique en portant la voix et les revendications des personnes les plus marginalisées et dominées, à savoir les

personnes trans, queer, travailleuses précaires et immigrées, etc. Ajoutons à cela la mobilisation dans la rue par des manifestations combatives et par la diffusion d'un antifascisme populaire à travers des revues et des médias sociaux notamment le nouveau Front Rose et son site qu'on peut visiter ici: <https://frontrose.gay/> . Nous déployons le temps et l'énergie militante en travers du discours médiatique et politicien dominant. Bref, malgré qu'on s'en câlisse des jeux électoraux, notre militance se consacre souvent à des réactions vis-à-vis de ce qui s'y joue.

Bâtir des passerelles vers la radicalité : l'enjeu de la gauche parlementaire

Il faut aussi voir que si l'on se trouve ben radicools dans notre pureté anarchiste à ne pas aller voter, voire à critiquer ceux qui le font, ben on reste très peu nombreux·ses. On est une toute petite marge dans l'abstentionnisme politique et nos voix sont éteintes ou peu relayées au plus grand nombre. Malgré nos revues, notre forte influence dans les milieux étudiants, nos balados, on reste très faibles et surtout inexistant·e-s dans l'espace politique et médiatique. La question des élections et de comment on se positionne lors de ces événements de démocratie bourgeoise n'est certes pas la réponse à toute la problématique du nombre qui nous fait défaut. Mais il faut quand même la poser ici.

Non pas en prétendant que l'on devrait se présenter à des formes d'élections fédérales, provinciales, voire locales, pour en faire une tribune et dénoncer cette pseudo-démocratie comme une supercherie. Nous pensons que c'est une perte de temps et d'énergie militante considérable pour des anarchistes. Nous serons toujours bien meilleur·e-s dans ce que nous croyons juste et légitime, à savoir l'action directe, qu'elle soit pour consolider et étendre nos communautés (par l'entraide et la mobilisation dans nos quartiers) ou dans la destruction de ce qui nous entrave (démantèlement et sabotage). On ne parle donc pas de participer activement à la mascarade de démocratie, mais bien de remettre en question les rôles que l'on peut porter vis-à-vis de la contestation parlementaire. Surtout quand on voit qu'un politicien parlementaire français, Jean-Luc Mélenchon, est arrivé à rassembler plus de 700 personnes, dont beaucoup d'anarchistes pour une conférence à McGill, le mardi 15 avril. On devrait se poser des questions : pourquoi un vieux parlementaire intéresse-t-il autant les anars? Est-ce qu'on peut et est-ce qu'on doit attendre une gauche réformiste pour enfin qu'une gauche révolutionnaire prenne de l'ampleur? Pourquoi les élections mobilisent encore tant de personnes de notre camp

alors qu'on est toujours déçu·e·s des résultats ou de l'application des programmes ? Nous pouvons aussi considérer Québec Solidaire (QS) comme ayant été une porte d'entrée pour nombre de militant·e·s dans la sphère politique. Nous pouvons aussi constater les multiples récupérations de nos luttes faites par ces partis.

« Il n'y a rien de pragmatique dans le capitalisme forcené actuel »

Ces partis et ces mouvements de la gauche molle sont pourtant les acteurs les plus visibles pour une grande part de la population. Pour la plupart du monde, Québec Solidaire ou La France Insoumise sont ce qu'il y a de plus à gauche dans le spectre politique. Et ce, malgré la décomposition de QS, qui se rapproche de plus en plus du centre, et son absence dans les luttes sociales ces dernières années. Ces partis politiques de la « gauche » ne cessent de trahir leurs idéaux pour plus de respectabilité sociale et effacent la radicalité de leur base militante en voulant s'imposer comme la force d'une gauche « pragmatique ». Mais il n'y a rien de pragmatique dans le capitalisme forcené actuel, et le seul discours à tenir doit nécessairement être anticapitaliste si on veut une gauche à même de rassembler les colères et les indignations des plus précaires et des marginalisé·e·s. C'est donc à notre camp social de ramener de force ces partis à leur gauche en imposant l'anticapitalisme et la démocratie directe au cœur de la gauche. On doit se poser deux questions : à la fois, comment faire pour avoir une visibilité aussi grande que la gauche parlementaire et comment pousser celle-ci à se radicaliser, en imposant le rythme de la contestation sociale de rue au sein de l'espace politique et médiatique.

Malgré ses trahisons systématiques, nous pensons qu'une gauche radicale parlementaire est très utile. Analysons un peu ce paradoxe d'une gauche radicale parlementaire à la fois impuissante, mais pourtant utile à notre camp. Pour ne parler que de Mélançon et de son mouvement La France Insoumise (LFI), on voit bien qu'il agrège de nombreuses forces politiques (anti-racistes, pro-palestiniennes, antifascistes, universitaires, économistes keynésien·ne·s et marxistes) et qu'il est lui-même en évolution grâce aux composantes qui s'y agrègent. Le Parti de Gauche puis LFI s'est progressivement imposé comme la seule gauche parlementaire vraiment « de rupture » et a permis de faire basculer le social-libéralisme (les partis dits « socialistes », « communistes » ou « verts ») vers la droite de l'espace politique. Grâce à ce mouvement et au repositionnement d'une gauche

dite de « rupture » (mais ça serait quoi sinon, la gauche?) on y voit plus clair dans cet espace médiatique et politique. On revient à la base: est de gauche un mouvement qui veut remettre en cause l'ordre capitaliste, libéral, patriarcal et colonial. Et donc, est de droite le mouvement visant à maintenir le système, à amplifier les dominations et à contrer la révolution. Qu'elle soit autoritaire, fasciste ou encore libérale, la ligne de démarcation avec la droite est maintenant plus nette grâce à la gauche de rupture qui progresse dans les parlements occidentaux. Et on ne peut que les en remercier. De manière un peu cynique, nous faisons donc le constat qu'une (vrai) gauche parlementaire est efficace surtout lorsqu'elle n'est pas au pouvoir et qu'elle se place comme un élément de masse de contre-pouvoir médiatique, parlementaire et d'initiative de contestation.

Il n'y a qu'à voir l'absence de parti ou de mouvement parlementaire de gauche radicale ici au Québec ou au Canada pour constater à quel point nos idées radicales (d'extrême ou d'ultra-gauche selon certain·e·s, on s'en câlisse un peu) paraissent à côté de la plaque. Et c'est vrai, elles sont complètement à côté du réel capitaliste, donc invraisemblables pour la plupart. La fenêtre d'Overton est ouverte de plus en plus grand au niveau des idées réactionnaires et autoritaires, mais est constamment fermée aux idées libertaires et égalitaires qu'elles soient communisantes et/ou anarchisantes. Il y a tout un monde entre nous et elleux. Mais s'il n'y a pas de passerelles parlementaires et médiatiques, ni pour faire passer nos idées au plus grand nombre et engendrer une bascule vers la gauche via des instances plus réformistes ni pour créer des contre-pouvoirs aux forces réactionnaires, peu de personnes pourront nous rejoindre dans la lutte sociale. Bien qu'on puisse tenter, en tant qu'anarchistes, de peser comme mouvement extraparlémentaire dans l'espace politique, il nous paraît difficile de s'y imposer comme force autonome de contre-pouvoir sans passerelles fécondes avec un mouvement parlementaire de gauche radicale.

C'est une explication de l'intérêt qu'a suscité la visite de Jean-Luc Mélançon à Montréal il y a quelques jours. Son message s'adressant directement à ce qui peut sembler une gauche parlementaire (QS) a résonné: « Si vous ne voulez pas de Trump, ne mettez pas de Kamala Harris en face. Ne cherchez pas la respectabilité, mais bien à fonder une force de rupture antifasciste capable d'agrèger des forces plurielles qui s'y consolident dans l'opposition ». Ces propos de Mélançon que nous rapportons ici avec imprécision sont assez justes. Nous ne croyons pas à un succès électoral de la gauche radicale, parlementaire et à vrai dire, on ne la souhaite même pas vraiment, puisqu'elle trahirait encore son camp face aux exigences des instances capitalistes et bureaucratiques contemporaines.

Pour briser ces verrous du changement social, il n'y a que les mouvements sociaux d'ampleur et un rapport de force à construire et consolider face aux capitalistes et aux réactionnaires qui pourront inverser les tendances. Malgré tout, penser la radicalisation de la gauche parlementaire a du bon, le monde social est crasse et le politique l'est encore plus et nous ne devrions pas hésiter à nous salir les mains. Ce que nous entendons par là, c'est de ne pas rester dans la pureté et le folklore anarchiste anti-partisan et anti-parlementaire. Le vote n'est pas sale, l'aide à des militant·e·s de base des partis de gauche n'est pas non plus une compromission, mais bien un aspect tactique de la lutte sociale générale. Ce n'est pas vraiment une proposition politique puisqu'on ne se voit pas mettre de l'énergie dans un parti ou un mouvement parlementaire qu'on ne croit ni à l'efficacité ni à la légitimité. Il s'agit plutôt d'une volonté de sortir de nos milieux et d'élargir le spectre de sympathisant·e·s à notre camp social.

Il ne s'agit donc pas de prendre des cartes de membre et de s'investir dans les gauches molles à base d'entrisme tardif, mais de penser au-delà de notre milieu pour renforcer nos positions, la diffusion de nos idées et permettre l'accueil de nouvelles n'ayant pas tous nos codes et nos préoccupations idéologiques. Si les élections, on s'en câlisse pour vrai, ce n'est pas le cas de la majorité du monde. Puis, il faut bien le dire, les élections ont bien plus d'impact que nos soupers populaires ou la destruction d'une machine de chantier une fois par an. Alors considérer l'éventualité d'une gauche parlementaire radicale et la pousser dans ce sens c'est aussi construire une passerelle idéologique et pratique entre des idées progressistes et l'espoir d'un changement radical anticapitaliste. Encore une fois, penser de manière critique les élections nous force à constater le manque total de visibilité de la gauche radicale qui n'est jamais présente dans ces moments-là. Nous n'offrons pas de solution miracle à la grande défaite du camp social, mais si l'on veut être plus de 200, la gauche parlementaire a un rôle à jouer. Comment les gens n'ayant pas eu la chance et les conditions socio-économiques de rencontrer la gauche extraparlamentaire, l'anarchisme et ses organisations peuvent-ils se rallier à nous, à nos idées, à nos manifestations et à nos mouvements si ils sont autant éloigné·e·s de la gauche au sens large? Il faut aller de l'avant et chercher l'efficacité au lieu d'une pseudo-pureté militante, cela ne peut que nous aider à sortir d'un radicalisme rigide et surtout de l'impuissance politique.

La démocratie directe, dans la rue, dans nos quartiers

En quelques mots, nous n'encourageons pas à aller voter pour faire barrage à la droite réactionnaire en votant pour une des droites plus libérales. Le barrage à la droite extrême et à l'extrême droite se fait dans la rue, dans nos quartiers, dans la sensibilisation, dans les attaques frontales ou indirectes sur nos ennemis capitalistes et bureaucrates. Notre proposition anarchiste face à la montée des fascismes et de la pauvreté est de (re)prendre des espaces, de s'auto-organiser pour améliorer nos conditions d'existence et proposer des discours libertaires et égalitaires au lieu du discours médiatique justifiant l'appauvrissement de nos vies en visant les plus minorisé·e·s. Reste que les anarchistes et les révolutionnaires peuvent bâtir des alliances avec des forces plus réformistes dans des contextes spécifiques. Les luttes territoriales et communisantes pourront mieux se développer et se diffuser dans un contexte politique où nos idées, nos discours et nos actions ne seront plus écrasées par la force ou l'invisibilisation par le camp réactionnaire et contre-révolutionnaire qu'il se dise « libérale » ou conservateur. Faisons barrage dans la rue et non des les urnes, créons des forces révolutionnaires et des alliances pour un avenir sans élections et sans dominants.

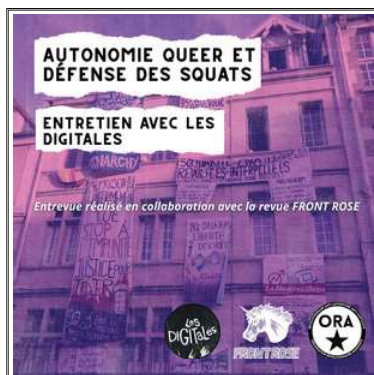


PODCAST L'ORAGE

L'Orage, le podcast anarchiste francophone produit par l'ORA

Dernier épisode
Autonomie queer et défense
des squats : entretien avec
le collectif Les Digitales
En collaboration avec
la revue FRONT ROSE

Bonne écoute!



Nouveau format

Premier épisode de notre nouvelle formule de podcast enregistré devant et avec la participation du public. Vous pouvez aussi visionner l'épisode complet ici : <https://kolektiva.media/c/radiocagoule>



Souper Mensuel de l'ORA

Venez nous
rencontrer lors
de notre prochain
souper Mensuel

Organisation Révolutionnaire Anarchiste